

# SOLIDAIRES



**DU BÉTON À LA NATURE:** à l'avenir, les prairies seront plus colorées et les forêts chanteront de mille chants différents – et ce grâce à l'initiative biodiversité.

## Pas de vie sans biodiversité



Ursula Schneider Schüttel, conseillère nationale (FR), présidente de Pro Natura Suisse

La frustration liée à l'échec de la loi sur le CO<sub>2</sub>, ainsi que les conditions météorologiques extrêmes de l'été qui s'achève n'ont pas contribué à calmer les angoisses liées à la catastrophe climatique. Les orages dévastateurs et les pluies torrentielles nous ont clairement montré que les risques naturels constitueront à l'avenir un défi dont la difficulté ira crois-

sante. Les inondations, les crues et les glissements de terrain sont des conséquences du changement climatique et trouvent leur origine dans la façon dont nous traitons la nature. La loi sur le CO<sub>2</sub> aurait permis de prendre les premières mesures nécessaires et urgentes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et limiter le réchauffement de la planète.

Au lieu s'acharner dans le vide après la débâcle de la loi sur le CO<sub>2</sub>, nous devrions renforcer notre engagement en faveur de la sauvegarde de l'environnement et de la prévention d'une crise climatique hors de contrôle en soutenant l'initiative dite «biodiversité». Celle-ci a été déposée par diverses organisations environnementales en septembre 2020 et demande une plus grande protection de la biodiversité et du paysage, en particulier des surfaces plus grandes ainsi que plus de financement pour la sauvegarde de la nature et l'entretien des infrastructures écologiques, afin

que nos enfants et petits-enfants puissent aussi vivre un jour dans un environnement intact.

### Ce que «biodiversité» veut dire

Une chose est claire: la Suisse est en mauvaise posture en matière de biodiversité. L'année dernière, par exemple, elle n'a pas atteint les objectifs mondiaux de la Convention sur la diversité biologique. En 2012, le Conseil fédéral a adopté sa «Stratégie Biodiversité Suisse», mais n'a malheureusement pas décidé avant 2017 du nécessaire plan d'action qui doit l'accompagner.

Il faut faire prendre conscience de la valeur de la biodiversité. C'est également le premier objectif de la Convention sur la diversité biologique. Mais la Suisse est déjà en mauvaise posture par rapport à cet objectif: trop de gens ne savent pas ce qu'englobe le concept de biodiversité et quels services cette dernière fournit. Par biodiversité on entend donc la diversité des espèces, la diver-

sité génétique au sein des espèces, la diversité des écosystèmes et les interactions au sein de ces trois niveaux, ainsi qu'entre eux.

Les écosystèmes fonctionnels fournissent des services précieux pour l'économie et la société. Outre la production de denrées alimentaires et de fourrage, ils comprennent la pollinisation et la lutte contre les parasites, ainsi que la purification de l'air et de l'eau. Une grande partie des médicaments les plus importants est également basée sur des substances actives naturelles. Une importance qu'illustre un exemple simple: plus la population d'arbres d'une forêt est di-

versifiée, mieux elle peut remplir ses fonctions d'utilisation, de protection et de récréation. De plus, une nature diversifiée contribue à la santé physique et mentale des personnes.

### Un contre-projet parfaitement insuffisant

L'état de la biodiversité en Suisse est alarmant. Plus d'un tiers des espèces animales et végétales étudiées sont menacées selon une étude de 2017 de l'Office fédéral de l'environnement. Par rapport aux autres pays de l'OCDE, la Suisse a le plus grand nombre d'espèces menacées. L'habitat des espèces animales et végétales indigènes

est directement en danger: il diminue en termes de superficie et de qualité, principalement en raison de l'utilisation intensive des ressources naturelles, comme les apports d'azote provenant de l'agriculture et de la circulation, le drainage, l'utilisation intensive des terres et les équipements d'infrastructure. En outre, la connectivité entre les (trop petites) zones protégées est insuffisante.

Dans l'exposé des motifs du contre-projet à l'initiative biodiversité, le Conseil fédéral reconnaît une nouvelle fois un net recul de la biodiversité. Néanmoins, ses propositions restent insuffisantes. Confirmer la politique

précédente et viser simplement à renforcer l'équilibre écologique dans les établissements et les agglomérations ne suffit pas. Il est incompréhensible que le Conseil fédéral n'agisse pas de manière plus ciblée pour mettre en œuvre sa « Stratégie Biodiversité Suisse ». Les zones nécessaires doivent être sécurisées en tant que zones protégées. Un financement supplémentaire est nécessaire. Ce n'est que de cette manière que les objectifs de biodiversité connus depuis longtemps pourront être atteints. N'oublions pas: notre bien-être et notre qualité de vie, ainsi que ceux des générations futures, en dépendent.

# Enfin plus de transparence dans le financement politique

**C'EST UN SUCCÈS D'UNE RARE AMPLÉUR POUR LE PS:** cet été, le Parlement a finalement approuvé la publication des budgets des partis et des campagnes. Il s'agit également d'une étape importante pour notre pays: plusieurs décennies après notre première action en faveur d'une plus grande transparence du financement politique, la Suisse est ainsi le dernier pays d'Europe à introduire, enfin, des règles contraignantes en la matière au niveau national.



Ada Marra, conseillère nationale (VD), vice-présidente du PS Suisse

La route vers plus de transparence a été longue, et la lutte pour un contre-projet fort à notre initiative en la matière a été difficile. Mais, en fin de compte, le Conseil national et le Conseil des États n'ont pu résister à la pression croissante de la population. L'adoption du contre-projet indirect lors de la session d'été est avant tout une avancée majeure pour notre démocratie. Plus de transparence, c'est plus d'instruments aux citoyennes et citoyens pour former leur opinion, et nous saurons à l'avenir d'où proviennent les dons importants versés aux partis et aux campagnes.

### La Jeunesse socialiste a ouvert la voie

Un événement clé pour le changement de mentalité qui s'est opéré sous la coupole du Palais fédéral a été le dépôt, en 2017, de notre initiative populaire « Pour plus de transparence dans le financement de la vie politique ». Les initiatives sur la transparence de la Jeunesse socialiste dans les cantons de Schwyz, Fribourg et Schaffhouse, toutes trois adoptées dans les urnes, ont également créé une pression supplémentaire. Ces succès dans ces cantons bourgeois ont montré aux sceptiques siégeant sous la coupole que notre cause est capable de dégager une majorité dans la population.

C'est ainsi que le Parlement a finalement modifié sa position sur la question. Avec le contre-projet indirect à l'initiative sur la transparence, la Suisse sera bientôt le dernier pays d'Europe à disposer d'une réglementation en la matière. Au cours des

dernières années, notre pays a été critiqué, à de nombreuses reprises, par l'agence anti-corruption du Conseil de l'Europe (Greco), pointant du doigt l'absence de réglementation sur la question du financement du monde politique.

### Presque tous les buts ont été atteints

Pour l'instant, la lutte menée depuis des décennies pour un minimum de transparence dans le financement politique a touché son but avec le vote final du 18 juin. À l'avenir, les dons individuels aux partis politiques et aux comités de campagne devront être divulgués s'ils dépassent 15 000 francs. Cela s'applique également aux fonds de campagne si le budget de la campagne de votation ou d'élection dépasse 50 000 CHF. En outre, les dons de l'étranger et les dons anonymes seront interdits. Les contrôles seront effectués par échantillonnage.

Je tiens à exprimer mes plus chaleureux remerciements à toutes celles et tous ceux qui ont travaillé à cet important succès, tant sur le devant de la scène qu'en coulisses. Il s'agit de toutes les personnes qui ont recueilli des signatures, fait des dons et apporté une aide politique et stratégique pour faire de cette première réglementation nationale en matière de transparence une réalité. Je suis très heureuse que, grâce à la pression de notre initiative populaire et à une grande persévérance, nous ayons bientôt un niveau minimum de transparence en politique.

### Des lobbyistes et des parlementaires

Mais ne nous leurrons pas: toutes les zones d'ombre du financement de la politique n'ont pas encore été éclairées. C'est pourquoi le Groupe socialiste aux Chambres fédérales a exigé, lors de la session d'été, que les parlementaires divulguent les sommes qu'ils et elles reçoivent de mandats parallèles. Car ici aussi, les citoyennes et les citoyens ont le droit de savoir quel argent circule – et surtout quels en sont les montants.



**EN CAS D'ACCIDENT, ON APPELLE GÉNÉRALEMENT L'AMBULANCE OU LA POLICE.** Pour les personnes sourdes et malentendantes, c'est pourtant tout également, de participer à la vie politique. Cela doit enfin changer ! Sur la photo : le Palais fédéral est-il accessible sans barrières ? Des personnes sourdes et malentendantes discutent dans le hall par la conseillère aux États Marina Carobbio.

# Le PS progresse sur l'inclusion des personnes sourdes et malentendantes

En signant la Convention relative aux droits des personnes handicapées en 2014, la Suisse s'est engagée à garantir à ces personnes l'accessibilité dans tous les domaines de la vie. Toutefois, cet objectif est loin d'être atteint. Les 10 000 sourd-e-s et le presque million de malentendant-e-s que compte la Suisse se heurtent encore à de nombreux obstacles d'ordre technique et social. La participation à la vie sociale, profession-

nelle et politique est très difficile, voire impossible dans certains domaines. Les personnes sourdes sont sous-représentées en politique, dans les fonctions publiques ou les organisations de défense des droits humains.

Le PS s'efforce de créer une société inclusive dans laquelle chacune et chacun peut se développer selon ses capacités. L'un des objectifs de législature du Groupe socialiste aux Chambres fédérales est de garantir la participation politique de toutes et tous, notamment des personnes en situation de handicap. Et c'est là que le PS est en train d'apporter d'importants progrès.

Depuis quelque temps déjà, des interprètes en langue des signes traduisent en direct sur place lors des Congrès et des Assemblées des délégué-e-s du Parti socialiste

suisse, afin que les délégué-e-s et invité-e-s sourd-e-s ou malentendant-e-s puissent également suivre les débats. Malheureusement, la pandémie de coronavirus a temporairement interrompu ce service, mais il a entre-temps été renouvelé. Le PS expérimente également des vidéos de votation en langue des signes, par exemple sur la loi sur le CO<sub>2</sub>. En outre, nous voulons sensibiliser les partis cantonaux et les sections locales afin que les personnes sourdes et malentendantes puissent participer à d'autres événements ainsi que se présenter aux élections.

## Plus de pression à Berne

Dans la plupart des pays, la langue des signes est reconnue comme une langue nationale – ce n'est néanmoins pas le cas en Suisse. Cela conduit à la discrimina-

tion des personnes concernées dans la société, mais également dans le système éducatif et juridique. Et cela doit changer : plusieurs interventions parlementaires cosignées par des représentant-e-s du PS demandent la reconnaissance des trois langues des signes régionales en Suisse – la Deutschschweizer Gebärdensprache, la Langue des Signes Française et la Lingua Italiana dei Segni – comme langues nationales.

Le PS a également reconnu la nécessité d'agir sur d'autres questions : le groupe parlementaire sur la langue des signes, récemment créé et présidé par la conseillère aux États socialiste tessinoise Marina Carobbio, s'intéresse à l'accès des sourd-e-s au marché du travail. Le taux de chômage des personnes sourdes et malentendantes est trois fois plus élevé que



Valérie Piller Carrard, conseillère nationale (FR)



PARLAMENT.CH

et simplement impossible. Difficile, le testent, en étant reçues dans



INTERPRÈTES EN LANGUE DES SIGNES LORS DU CONGRÈS DE BRUGG, 2018



INTERPRÈTES EN LANGUE DES SIGNES LORS DU CONGRÈS DE BRUGG, 2018

celui de personnes n'étant pas sujettes à des problèmes d'audition – bien que les personnes concernées aient une formation équivalente à celle des entendant-e-s. Le Groupe socialiste soutient donc toutes les initiatives visant à mettre à mal les préjugés et à mieux intégrer les personnes sourdes et malentendantes sur le marché du travail.

Dans le domaine du travail notamment, ce sont aussi de petites choses qui facilitent la vie des personnes concernées: par exemple, l'assurance-invalidité finance des interprètes en langue des signes selon le principe «l'intégration avant la rente». Le problème est qu'aujourd'hui, les personnes concernées n'ont droit qu'à un petit quota d'allocations chaque mois. Si la prestation n'est pas perçue au cours du mois concerné, le droit s'éteint. Les personnes concernées ne peuvent pas compenser les mois plus intensifs en travail par des mois de travail moins intensifs. Le Conseil national s'est donc récemment prononcé en faveur d'un règlement

annuel – un changement modeste mais important!

### Chaque seconde compte en cas d'urgence

La participation des personnes sourdes et malentendantes à la vie politique quotidienne est mal en point. Bien que les débats parlementaires du Conseil national et du Conseil des États soient diffusés en ligne, ils ne sont ni sous-titrés ni traduits en langue des signes. Les personnes sourdes et malentendantes ne peuvent donc pas suivre ces débats. Cela va maintenant changer: les bureaux du Conseil national et du Conseil des États soutiennent la proposition de notre camarade conseillère nationale Gabriela Suter de sous-titrer les débats parlementaires en direct. Ils étudient également la possibilité de traduire certains débats en langue des signes – une autre étape vers la participation à la politique et à la vie en société.

La situation est dramatique en cas de besoin urgent: aujourd'hui, les personnes sourdes ne peuvent

ni appeler la police ni l'ambulance par téléphone. Lors de la session de juin, le Conseil national a donc adopté ma motion pour un service d'appel d'urgence numérique ai-

sément accessible. Les personnes sourdes devraient enfin pouvoir alerter directement le centre d'appels d'urgence – car dans ces situations, chaque seconde compte.

## Informations de première main

En leur proposant le magazine «Solidaires», le PS Suisse donne à ses donatrices et donateurs des informations de première main sur les développements politiques actuels. Les élu-e-s socialistes du Conseil national et du Conseil des États rédigent des articles concernant leurs domaines de prédilection respectifs pour informer au sujet de notre travail politique. C'est grâce à votre soutien que notre engagement pour les valeurs socialistes peut continuer et se renforcer.

Si vous souhaitez recevoir «Solidaires» régulièrement, sans engagement, veuillez nous faire parvenir votre adresse postale à [solidaires@pssuisse.ch](mailto:solidaires@pssuisse.ch).

Avec nos sincères remerciements, le PS Suisse

**IMPRESSUM SOLIDAIRES** – Le magazine des donatrices et donateurs du PS Suisse paraît quatre fois par année en allemand et en français. L'abonnement annuel pour donatrices et donateurs est inclus dans le montant du don à partir de 5 francs. Dons: compte postal 30-520786-8, PS Suisse, 3011 Berne. Publication: PS Suisse, Theaterplatz 4, 3011 Berne, tél. 031 329 69 69, [solidaires@pssuisse.ch](mailto:solidaires@pssuisse.ch). Rédaction: Pia Wildberger, Gaël Bourgeois, Clément Borgeaud. Conception: Atelier Bläuer, Berne. Tirage: 31 000 en allemand, 9000 en français: total 40 000. Imprimé sur du papier 100 % recyclé.



RÉFÉRENDUM

# NON à l'arnaque sur le droit de timbre !

**DES MILLIARDS DE FRANCS DE CADEAUX FISCAUX POUR LES ENTREPRISES**, et la population qui paye encore et toujours ? Ça suffit ! Le PS lance un référendum contre l'abolition du droit de timbre. Mais pour réussir à récolter le nombre de signatures nécessaires d'ici au 7 octobre, nous avons besoin de ton aide : chaque signature compte !



Samuel Bendahan, conseiller national (VD), vice-président du PS Suisse

Qui ne se souvient pas de la RIE III : l'arnaque à plusieurs milliards de francs avec laquelle les partis bourgeois voulaient alléger l'imposition des grandes entreprises il y a quelques années ? À l'époque, le PS avait fait tomber ce projet pratiquement à lui tout seul. Nous avons déjà mis en garde au Parlement contre ce guet-apens : des parties importantes avaient été retirées du projet de loi afin de pouvoir les faire passer plus tard en tranches successives, toutes aussi néfastes les unes que les autres. Il s'agissait alors notamment de l'abolition du

droit de timbre, qui est maintenant remis sur la table.

La suppression de la taxe d'émission sur les fonds propres n'est pas la première « tranche » dans la tactique de la droite : on a déjà bien entamé celui-ci. La direction de la politique fiscale est la même depuis des années : des profits toujours plus élevés pour une contribution toujours plus basse – tant que cela ne concerne que les grandes entreprises et leurs actionnaires, bien sûr.

L'abolition des droits de timbre est prévue en trois projets de lois, joliment séparés pour que personne ne s'en aperçoive vraiment. L'ensemble du projet coûtera à terme 2,2 milliards de francs par an. En outre, il existe d'autres plans de réduction des impôts ciblant les riches et les multinationales, par exemple pour les droits de douane industriels et le la réforme de l'impôt anticipé. Quant à savoir qui payera l'addi-

tion, la réponse est simple et évidente : ce sera nous toutes et tous.

## L'ancien conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz lui-même le disait clairement

Nous ne pouvons pas laisser passer cette nouvelle arnaque. C'est pourquoi le PS a lancé un référendum contre ce projet d'abolition des taxes sur l'émission de capital propre.

L'ancien conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz – qui n'a vraiment rien d'un gauchiste – a clairement critiqué cette suppression, déjà proposée à plusieurs reprises : « les bénéficiaires seraient à chercher avant tout parmi les multinationales, les banques, les assurances et les holdings, mais pas parmi les PME. » En fait, la législation actuelle prévoit déjà un certain nombre d'exemptions judiciaires qui couvrent les besoins des petites et moyennes entreprises.

Ce qui est particulièrement critiquable, c'est que le secteur financier bénéficie déjà d'énormes privilèges : contrairement à la France ou à l'Italie, la Suisse n'a pas de taxe sur les transactions financières ; les services financiers sont par ailleurs généralement exonérés de TVA ; enfin, contrairement à l'Allemagne, par exemple, il n'y a pas d'impôt sur les gains en capital en Suisse. Seul le droit de timbre permet aux groupes financiers de payer un montant minimum d'impôt sur leurs transactions. Sa suppression constituerait un premier pas décisif vers l'exonération des services financiers de toute taxation, car le droit de timbre permet un tant soit peu de compenser l'exonération fiscale, par ailleurs déjà très étendue, du secteur financier.



Le référendum peut être signé à l'adresse suivante :

[arnaque-droit-de-timbre.ch](http://arnaque-droit-de-timbre.ch)

## Suppression du droit de timbre

Un cadeau fiscal inutile fait aux multinationales, la population paie l'addition.

**Ça suffit !**

Signez le référendum maintenant

**Non**

## QUE SONT LES DROITS DE TIMBRE ?

Les droits de timbre sont des taxes prélevées sur l'émission et la négociation de titres.

La Confédération perçoit trois types de droits de timbre :

le droit de timbre d'émission (augmentation des actions), le droit de timbre de négociation (achat et vente de papiers-values) et le droit de timbre sur les primes d'assurance (primes d'assurance responsabilité civile, incendie, casco et ménage).



# Porteur de sens. Différent. Le fonds de placement BAS.

Plus d'impact, ensemble.  
Investissez dans notre premier fonds de placement, qui se base sur l'approche durable la plus rigoureuse de toute la Suisse.  
BAS : le label pour un monde où il fait bon vivre.

Pour en savoir plus : [www.bas.ch/fondsdeplacement](http://www.bas.ch/fondsdeplacement)